

SNTRS-CGT section d'Orsay – déclaration sur l'EPPS – juin 2010

La loi du Grand Paris a été publiée au Journal officiel du 5 juin 2010, avec au titre 6, les dispositions relatives à la création de l'Établissement public de Paris Saclay (EPPS).

Le congrès de notre union départementale CGT de l'Essonne en novembre dernier s'est prononcé pour le retrait du projet de loi sur le "Grand Paris" :

considérant :

- que l'Opération d'Intérêt National du Plateau de Saclay est partie intégrante du projet de Grand Paris,
- qu'il conduira au mieux à un transfert d'emplois existant ailleurs,
- qu'il sera pourvoyeur d'emplois précaires au détriment des emplois statutaires et des conventions collectives,
- que l'OIN semble n'avoir aucune cohérence scientifique, visant à soumettre l'Enseignement supérieur et la Recherche aux intérêts des multinationales, constituant ainsi un danger extrêmement grave pour les secteurs de la Recherche (publique et privée), et par conséquent pour l'industrie,
- que la vétusté de certaines infrastructures dont celles de la faculté des Sciences d'Orsay, ne doit pas servir de prétexte au déménagement sur le plateau (...).

La section SNTRS-CGT du campus d'Orsay a poursuivi l'analyse de ce projet.

L'argument essentiel du gouvernement (Christian Blanc est ministre en charge du "Grand Paris") repose sur le pari de faire du plateau de Saclay un pôle de recherche de rang mondial, réunissant universités, grandes écoles, entreprises, soit 20% du potentiel national de recherche. A ce jour, les établissements volontaires pour déménager sur le plateau (leurs directions, pas leurs personnels !) sont exclusivement dirigés par l'Etat : établissements publics concernés plus une seule entreprise dont l'Etat est actionnaire principal : EDF Clamart, dont le personnel est contre à 71%.

Le 7 mai dernier, le président de Paris 11, Guy Couarraze, a présenté le projet d'établissement public du plateau de Saclay –EPPS- incluant le "déménagement du campus". Si les données chiffrées étaient absentes, l'orientation de l'opération était claire : si elle allait à son terme, ce serait un démantèlement de la faculté actuelle, une disparition de plusieurs disciplines ("les forces vives de l'UPS seront sur le plateau" ... et les autres ?), une scission entre licences et masters, un coup très sérieux porté à des pans entiers de recherches fondamentales. Les conditions de travail et d'accès seraient aggravées pour de nombreuses années (le super métro "grand huit" en 2025 ?).

Le président de P11 n'a pas convaincu en assurant –de mauvaise grâce- que l'Etat resterait propriétaire des terrains et bâtiments actuels et futurs. En même temps il a vanté les opérations de construction menée en PPP (partenariat public-privé) par lesquelles un groupe privé construit et entretient un ou plusieurs bâtiments dont il est propriétaire (bail de longue durée, au moins 25 ans), l'Etat ou l'université lui payant un loyer. Partisan du déménagement total sur le plateau, le président est obligé de reconnaître que d'une part, le département de maths avait refusé de quitter la vallée et y resterait avec un nouveau bâtiment, et que d'autre part, la rénovation –plus qu'urgente- de nombreux bâtiments – n'était pas possible : "on ne va pas faire une chose et son contraire" ; tout au plus a-t-il concédé qu'on donnerait "des conditions convenables là où c'est nécessaire".

RIEN N'EST JOUÉ ! NON AU CHANTAGE !

La section SNTRS-CGT partage la grande inquiétude des personnels devant ce projet et fera tout pour déjouer le chantage exercé : "si vous ne voulez pas rester dans des locaux délabrés, si vous voulez dynamiser votre labo, participez à l'EPPS, déménagez sur le plateau".

Certains bâtiments doivent être rénovés immédiatement, c'est une évidence, tout comme le restaurant du plateau doit être reconstruit. Par contre, il y a des bâtiments récents ou bien entretenus. Que deviendrait le campus dans la vallée, belle proie pour les promoteurs immobiliers ? Le président parle de "reconversion du site avec des activités différentes, complémentaires". Pas très rassurant.

Il est évident que ce projet suppose des bouleversements structurels et organisationnels : mutualisation de services techniques et administratifs au nom des "économies d'échelle" ; mais là encore, le président, très flou, répète "ne vous inquiétez-pas, participez à ce beau projet", sous entendu : "de toutes façons vous n'avez pas le choix". Or, déjà dans les restructurations en cours dans le CNRS et les universités, en application de la LRU et du "pacte pour la recherche", la tendance est nette à la suppression des services techniques par privatisation ou regroupements forcés. On parle déjà de plateforme technique commune à des labos de physique avec évidemment réduction importante des personnels. Le budget prévu pour construire les nouvelles installations sur le plateau est déjà considéré par les directeurs de ces labos comme inférieur de moitié à ce qui serait la seule reproduction de l'existant.

Au nom du calendrier "très serré", il faudrait vite donner son aval sans avoir le temps de réfléchir. Or les personnels ont le droit de donner leur avis en ce qui concerne leur avenir et sur les choix qui touchent l'avenir scientifique. Il n'y a pas que la solution unique "tout sur le plateau de Saclay".

Le SNTRS-CGT réaffirme l'absolue nécessité de liberté de la recherche, son indépendance par rapport aux intérêts privés. Ceci suppose aussi que des équipes ou des laboratoires puissent se regrouper ou se séparer dans le seul intérêt du développement de nouvelles recherches, de nouveaux instruments, etc. L'opération plateau de Saclay à l'inverse, est structurée de façon autoritaire autour d'un nombre de thèmes limité : biologie, physique, économie & gestion. Elle est conçue pour mettre les labos et équipes publics au service direct des entreprises qui, de leur côté, licencient et ferment leur propres labos de R&D (comme Sanofi Aventis).

Comme l'a décidé le département de mathématiques, que personne ne peut taxer de conservateur marginal, rénover les installations de la vallée ou du plateau est tout-à-fait possible pour un coût bien moindre.

A la question de l'accès du futur campus sur le plateau, le président ne peut cacher que le dossier transport en communs est délicat : le "grand huit" ? Pas avant 2025 avec une seule gare. Ce n'est pas en bavardant sur les voitures électriques et les vélos qu'on va appâter les usagers qui galèrent déjà avec la ligne RER B saturée et le transport en site propre qui s'arrête à Polytechnique.

Pour toutes ces raisons, le SNTRS-CGTS appelle les personnels et les étudiants à résister à l'opération OIN Plateau de Saclay, à défendre la revendication de rénovation immédiate sur place et de constructions spécifiques : nouveaux bâtiments prévus comme pour les mathématiques ou en cours de réalisation, et restaurants pour les personnels et les étudiants.

Tout ceci dans le cadre public et du CROUS, à l'exclusion de toute privatisation, et dans le respect des statuts publics des personnels. Le SNTRS-CGT propose de tenir des AG dans les labos et services de la faculté d'Orsay pour en discuter et définir les revendications précises et les démarches à faire tant auprès des directions des labos et services, que de la présidence de l'UPS, du DR CNRS 4 et des différentes tutelles.